



CONCLUSION

Diane Laberge, membre du conseil d'administration, Carold Institute

Un récent sondage réalisé dans 68 pays du monde, « *L'opinion du monde 2006* »¹, vient montrer l'attachement réel de la population mondiale face à la démocratie mais aussi le scepticisme et la désillusion quant à l'exercice de cette démocratie dans les divers pays. Comme le constate Jean-Marc Léger, président de Léger Marketing, à l'occasion du lancement de cet ouvrage :

Ce n'est pas parce que les pays sont démocratiques que la démocratie s'exerce vraiment².

Si 79 % de la population estime que la démocratie est le meilleur système de gouvernement et en admire le principe, ils ne sont que 47 % à croire que les élections dans leurs pays sont libres et justes et seulement 30 % à penser que les élus gouvernent selon la volonté de la population³. Comme le souligne Ijaz Shafi Gilani :

Cet écart considérable entre le principe et la pratique de la démocratie est sans doute l'un des plus grands enjeux actuels de la démocratie⁴

La crise actuelle de la démocratie réside dans cette désillusion de plus en plus grande des peuples de la planète devant la gouvernance de leurs pays respectifs et dans la méfiance notoire qu'ils entretiennent à l'égard des leaders mondiaux. Les données du sondage révèlent que la population mondiale a une image négative de

¹ Léger Marketing, « *L'opinion du monde 2006. La population mondiale se prononce sur les grands enjeux de l'heure* », Les éditions Transcontinental, Canada, 2006

² Clairandrée Cauchy, « La démocratie en crise », *Le Devoir*, page A2, 27 mars 2006.

³ Ijaz Shafi Gilani, « La démocratie : admiration pour le principe, désillusion pour la pratique », chapitre 2, *L'opinion du monde 2006*, Les Éditions transcontinentales, 2006, figure 3, p. 52.

⁴ *Ibid*, p. 51.

ses dirigeants politiques (51 %) et des dirigeants d'entreprises (38 %)⁵. Au Canada, la population est encore plus critique à l'égard de ses dirigeants politiques et économiques puisque 53 % de la population a une image négative de ces leaders. Et ce sont les jeunes et les personnes à faible revenus qui sont les plus critiques à cet égard.

Alors que la démocratie s'arrête encore aux frontières nationales, la mondialisation accentue l'inquiétude des citoyens forcés de constater que les décisions qui les concernent au premier plan sont désormais prises par des institutions internationales et des entreprises multinationales. En effet, la mondialisation semble appropriée par les forces économiques et avoir relégué au second rang les forces politiques et l'État nation, lieu d'exercice de la démocratie représentative. Dans le contexte de la mondialisation, les citoyens, qui jouaient ou avaient le sentiment de jouer un rôle important dans l'orientation de leur destinée, ont vu leur participation au processus décisionnel diminuer et leur sentiment d'impuissance s'accroître.

Au cours de la dernière décennie, pour reprendre du pouvoir sur leur vie, des citoyens regroupés au sein d'organismes de la société civile ont tissé de véritables réseaux et un large mouvement de forces anti-mondialisation et alter mondialistes. Ces réseaux se sont développés au Nord comme au Sud et constituent désormais des acteurs de la mondialisation. Présenté comme une alternative au Forum économique mondial, le Forum social mondial de Porto Alegre⁶, animé par son slogan « Un autre monde est possible », en est le reflet le plus visible. Si l'article de Rebecca Abers nous rappelle pourquoi la ville de Porto Alegre au Brésil est devenue le lieu de rassemblement du Forum social mondial, les études de cas présentées par Sydney Ribaux et Yves Vaillancourt font écho aux réseaux et mouvements de solidarité qui se développent entre le Nord et le Sud dans des domaines aussi divers que l'environnement, le commerce équitable⁷ et l'économie sociale⁸. De son côté, Mark Selman s'interroge sur le rôle de tous les acteurs de la mondialisation, incluant les organismes de la société civile, et conclut qu'aucun d'eux n'a le privilège du bien commun. Il soulève avec à propos les difficultés des peuples autochtones à se réappropriier le développement de leurs communautés et à établir des partenariats avec les divers acteurs de la mondialisation.

L'immigration est une composante intrinsèque de la mondialisation et, dans la réalité, elle apporte avec elle des valeurs et des visions culturelles fort différentes

⁵ Kevin Meyer, « Méfiance à l'égard des dirigeants », chapitre 7, *L'opinion du monde 2006*, Les Éditions transcontinentales, 2006, p. 144.

⁶ http://fr.wikipedia.org/wiki/Forum_social_mondial

⁷ http://fr.wikipedia.org/wiki/Commerce_équitable

⁸ http://fr.wikipedia.org/wiki/Économie_sociale

■ CONCLUSION

de la citoyenneté et de la démocratie qui sont à la base de la formation du tissu social. Ce questionnement sur les fondements même du tissu social, c'est-à-dire sur les notions de citoyenneté et de démocratie, se reflète dans le clivage des opinions des citoyens de la planète interrogés sur leur perception face à l'immigration. Alors que 43 % des répondants considèrent que l'immigration est une bonne chose pour leur pays contre 47 % qui croient au contraire que c'est une mauvaise chose⁹. L'indice d'hostilité varie d'un pays à l'autre, sans tendances régionales marquées. Si le sondage n'apporte pas de réponse ferme sur le pourquoi de ces variations, il laisse entendre que l'expérience de l'immigration, les événements récents, le type d'immigrants et leur origine ont une influence sur les opinions émises à cet égard. Le Canada, un pays multiculturel, se situe au quatrième rang des pays les plus accueillants avec une proportion de 74 % de sa population favorable à l'immigration, un pourcentage qui s'élève à 92 % chez les jeunes entre 18 et 24 ans¹⁰. L'étude de cas présentée par Punam Khosla sur les femmes de couleur vivant dans la région métropolitaine de Toronto, aborde ces questions d'immigration et de citoyenneté. Elle rappelle que la réglementation de l'immigration est au cœur des nouvelles mesures de sécurité et qu'un profilage racial en résulte. Elle questionne la réalité au-delà du discours multiculturel en rappelant que la sécurité des personnes immigrantes passe par leur inclusion dans la vie sociale et économique de leur nouveau milieu de vie et que les barrières à leur participation citoyenne ne sont pas encore levées, qu'il s'agisse du sexisme ou de la discrimination raciale.

Depuis les événements du 11 septembre 2001, la lutte au terrorisme marque la scène politique internationale et les mesures de sécurité touchent de plus en plus la vie des citoyens de la planète et d'une façon prépondérante les mouvements de population entre les pays. Dans le cadre du sondage, la population mondiale a donc été interrogée sur ces questions. Selon la population mondiale, le plus grand problème de l'heure réside dans l'écart existant entre les riches et les pauvres (26 %) alors que la lutte au terrorisme vient, assez loin derrière, au deuxième rang des préoccupations (12 %) suivie par le chômage (9 %), les guerres et les conflits (8 %) et les problèmes économiques (7 %)¹¹. Comme le résume Serge Lafrance :

La population mondiale estime donc que les plus graves problèmes de l'heure ont trait à la fois à la sécurité économique (écart entre riches et pauvres, 26 %; chômage, 9 %; problèmes économiques, 7 %) et à la sécurité physique (terrorisme, 12 %; guerres et

⁹ Margit, Cleveland, « L'immigration : manne ou mal? » chapitre 4, *L'opinion du monde 2006*, Les Éditions transcontinentales, 2006, Tableau 2, p. 88.

¹⁰ *Ibid.*, p. 101.

¹¹ Léger Marketing, « *L'opinion du monde 2006* », figure 1 : *Les grands problèmes de l'heure - Résultats mondiaux* », Les Éditions transcontinentales, 2006, p. 25.

*conflits, 8 %). (...) Aucun doute ne subsiste; que l'on vive en Hollande, dans les Indes orientales, au Cameroun, au Canada ou au Brésil, on estime qu'à l'échelle mondiale, il faut d'abord et avant tout s'attaquer à la pauvreté afin d'assurer la sécurité économique de tous*¹².

Les organismes de la société civile qu'ils soient associés aux réseaux anti-mondialisation ou alter mondialistes n'ont jamais cessé de mettre l'accent sur les questions d'inégalité économique et de pauvreté dans tous les forums où ils ont pu et su se faire entendre. En cela, ils reflètent tout à fait les préoccupations de la population de la planète qui place les conditions de vie des personnes au centre des priorités de l'heure. Sans nier l'importance de la sécurité physique des personnes, ces données s'apparentent de près à la sécurité humaine, notion privilégiée dans l'article de Christine Laliberté, une vision qui s'éloigne de la notion plus coercitive de sécurité d'État.

Comme le note Kevin Meyer, « *La capacité des dirigeants d'assurer le bien-être économique des citoyens semble exercer une influence sur le taux de satisfaction* »¹³. Il semble que le taux élevé d'insatisfaction envers les leaders de ce monde reflète une perception dans la population que leurs besoins réels ne sont pas pris en compte par leurs dirigeants. Si les mécanismes actuels de gouvernance démocratique ne permettent pas de maintenir la confiance de la population envers ses dirigeants, c'est la crédibilité des institutions qui est mise en cause.

Comme on peut le constater, les citoyens de la planète ne semblent plus accepter docilement une démocratie dont les principes ne se reflètent pas dans la réalité. Aujourd'hui les citoyens veulent participer à l'exercice démocratique. Vivre en démocratie ne suffit plus, on veut pratiquer la démocratie dans sa vie! Comment dès lors la démocratie représentative en crise, mais dont la valeur n'est pas questionnée par près de 80 % de la population mondiale, peut-elle aujourd'hui se bonifier? Comment peut-elle se renouveler et devenir une démocratie participative qui permette une réelle participation des citoyens à l'exercice démocratique. En d'autres mots, comment passer du principe de démocratie à la pratique démocratique? C'est autour des conditions d'exercice de la démocratie participative que nous allons aborder les questionnements soulevés par les articles qui précèdent. Ces études de cas ne sont pas des modèles théoriques mais bien des illustrations concrètes de la démocratie participative en action. Nous allons explorer leur contribution à travers les thématiques suivantes:

- L'existence d'espaces publics de démocratisation
- La participation et l'exercice de la citoyenneté

¹² Serge Lafrance, « Les défis internationaux : assurer la sécurité économique et physique », chapitre 1, *L'opinion du monde 2006*, Les Éditions transcontinentales, 2006, p. 24-26.

¹³ Kevin Meyer, *op. cit.*, p. 148.

■ CONCLUSION

- L'apprentissage et le développement des capacités individuelles et collectives
- La légitimité et la crédibilité des institutions : un problème de gouvernance démocratique

L'EXISTENCE D'ESPACES PUBLICS DE DÉMOCRATISATION

D'entrée de jeu, il faut rappeler que la démocratie ne peut se pratiquer sans l'existence d'espaces publics de démocratisation, ces lieux qui permettent aux citoyens de participer à l'exercice de la démocratie. Il peut s'agir des organismes, de réseaux et de mouvements de la société civile qui constituent des lieux d'engagement volontaire des citoyens. Mais il peut s'agir aussi des lieux de consultation, de participation et de concertation mis en place par des institutions publiques ou des gouvernements municipaux, provinciaux et nationaux ou internationaux. Sans espaces publics où les débats démocratiques peuvent avoir lieu et où l'engagement citoyen peut s'exercer, la démocratie ne serait qu'un nom. Les études de cas démontrent que de tels espaces publics de démocratisation existent, ou devraient être mis en place, et que les citoyens s'y engagent.

Comme organisme sans but lucratif, Équiterre a un membership ouvert à tous et des structures de gestion démocratiques (conseil d'administration, assemblée générale). Il développe donc en son sein divers espaces publics favorisant l'engagement citoyen. Son action invite à la responsabilité individuelle et à l'engagement bénévole des citoyens qui peuvent se joindre à l'organisme, à ses campagnes d'éducation et de mobilisation ou à ses programmes d'action.

L'étude de cas sur la démocratisation des connaissances nous montre bien que même l'université, réputée tour d'ivoire, peut développer en son sein des espaces publics de démocratisation. Les partenariats entre l'université et la communauté qui se sont développés à l'UQAM depuis sa création sont exemplaires à cet égard. Qu'il s'agisse du Comité des services aux collectivités, des instances de gestion et des comités d'encadrement de recherches au LAREPPS ou à l'ARUC en économie sociale, les maîtres mots sont partenariat et parité avec le milieu. Cet ancrage milieu et la mise en place de structures et de mécanismes de gestion de la recherche en partenariat est soutenu par des choix institutionnels qui marquent l'identité de l'UQAM.

Le budget participatif de Porto Alegre est un exemple réputé de mise en place d'espaces publics de démocratisation par un gouvernement municipal d'un pays du Sud. Dans son étude de cas, Rebecca Abers montre bien que le fonctionnement du budget participatif était un processus extrêmement ouvert auquel tous les citoyens pouvaient participer. De même, des forums pour permettre le débat démocratique sur les priorités budgétaires ont été mis en place au niveau des quartiers et du conseil municipal. Des forums thématiques et régionaux se sont

ajoutés pour permettre des échanges plus approfondis autour des arbitrages nécessaires. Évidemment, dans le contexte d'un gouvernement municipal, il va sans dire qu'il s'agissait d'une vision et d'un projet politique du parti au pouvoir, une condition nécessaire à la mise en place de ces espaces publics de démocratisation.

La recherche-action menée avec les femmes de couleur de la région métropolitaine de Toronto a permis de développer un espace de prise de parole et d'échange pour ces femmes entre elles et avec la chercheuse. L'auteure montre qu'un espace public de démocratisation qui permettrait de prendre en compte de façon spécifique les problèmes identifiés, ainsi qu'une réelle participation des femmes de couleur à la recherche de solutions, fait encore cruellement défaut.

On pourrait également dire que de tels espaces manquent à la communauté Haisla de Kitamaat Village. Si les peuples autochtones disposent de structures démocratiques pour le développement de leur village, celles-ci sont inspirées de modèles occidentaux de prise de décisions qui ne sont pas ancrés dans leur culture ancestrale. Par ailleurs, bien des leviers de développement local et régional leur échappent. Par exemple, les décisions prises au niveau de la région affectent la communauté Haisla sans pour autant que leurs préoccupations soient prises en compte. L'auteur prône l'organisation de rencontres et le partenariat entre les acteurs socio-économiques de la région à cette fin. Il appelle ainsi au développement d'une nouvelle forme de démocratie, à la mise en place d'espaces publics de démocratisation à l'échelle régionale.

Comme le souligne Christine Laliberté, l'approche de sécurité d'État développée au Canada au nom de la lutte au terrorisme menace les fondements même de notre gouvernance démocratique. Les mesures de sécurité mises en place ont permis le développement d'une culture du secret et la violation de droits et de libertés fondamentales sans pour autant démontrer des gains évidents en terme de sécurité des personnes. Elle lance un appel au développement d'espaces publics de démocratisation pour construire une gouvernance démocratique de la sécurité humaine au Canada, un lieu qui donnerait une voix aux acteurs de la société civile et permettrait leur engagement dans le débat et le développement des solutions à mettre en place pour assurer la sécurité des citoyens. L'option privilégiée une approche de construction de la sécurité humaine par l'exercice de la démocratie plutôt que celle de contrôles accrus pour assurer la sécurité d'État.

L'existence de ces espaces publics de démocratisation ne peut à elle seule permettre l'exercice de la démocratie. D'autres conditions sont nécessaires au niveau de la participation des citoyens, de la formation et de l'éducation civique nécessaires à leur pleine participation et surtout de la crédibilité des processus et des institutions en cause.

LA PARTICIPATION ET L'EXERCICE DE LA CITOYENNETÉ

Toutes les études de cas placent au cœur du développement démocratique la participation des citoyens aux décisions qui les concernent, un geste central de l'exercice démocratique ... entre deux élections. La participation des citoyens est devenue une clé essentielle pour transformer nos démocraties représentatives en démocraties participatives. Malheureusement, la participation des citoyens demeure trop souvent associée à de simples consultations: informations, sondages d'opinion, comités consultatifs, audiences publiques. Si toutes ces formes de consultation sont intéressantes, elles ne permettent en aucun cas une participation authentique¹⁴ des citoyens qui suppose que ceux-ci soient associés aux décisions qui les concernent dès le début du processus jusqu'à la prise de décision.

Qu'il s'agisse de susciter le développement de groupes homogènes comme ce fut le cas dans la région de Toronto avec les femmes de couleur, de créer des organismes sans but lucratif pour se donner une voix collective et influencer le développement social et économique par nos gestes comme le fait Équiterre, de développer des savoirs entre chercheurs et praticiens comme ça se fait à l'UQAM, ou d'apprendre à vivre ensemble et à reconnaître les besoins des uns et des autres comme ont du le faire les citoyens de Porto Alegre, la participation de citoyens est toujours au rendez-vous.

La participation de citoyens égaux, comme individus, au sein de groupes et d'organisations de la société civile comporte une certaine part de difficultés de communication, de relations humaines et de partage du pouvoir. Et la diversité culturelle peut accroître ces difficultés. C'est la nature même de la vie en société qui nous incite et nous impose de discipliner notre nature, de civiliser nos comportements et de nous ouvrir à l'autre et aux autres cultures. C'est ce que le rapport de la Commission Delors nomme fort judicieusement le *Savoir vivre ensemble*¹⁵, un des grands défis de nos sociétés multiculturelles contemporaines. Les processus de participation se complexifient encore davantage lorsqu'il s'agit de faire vivre des partenariats entre deux organismes de natures différentes, entre des cultures organisationnelles dont les objectifs et les moyens d'action varient. Comme le souligne Yves Vaillancourt, la reconnaissance de l'autre et de ses savoirs, de la culture organisationnelle et du rôle particulier de chacun des partenaires, des limites imposées par la nature des organisations, sont des préalables à la création du climat de collaboration et, sans conteste, des conditions essentielles de succès.

¹⁴ King, Cheryl Simrell, Kathryn M. Feltey and Bridget O'Neil Susel, « *The Question of Participation : Toward Authentic Public Participation in Public Administration* », *Public Administration Review* 58 (4), July-August 1998, p. 317-326.

¹⁵ Delors, Jacques, « *L'éducation : un trésor est caché dedans* », Rapport à l'UNESCO de la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI^e siècle, UNESCO et Éditions Odile Jacob, 1996, 312 pages.

Faire participer les citoyens à la prise de décision dans le cadre d'une administration publique où les élus demeurent imputables devant leurs électeurs accentue encore le niveau de complexité. La participation authentique des citoyens n'est pas un exercice technique et bureaucratique, mais bien le résultat d'une volonté politique réelle d'associer les citoyens aux décisions qui les concernent. Comme le montre l'article de Rebecca Abers, la participation des citoyens exige de développer des lieux de consultation, mais également des lieux de débat et d'arbitrage des différends afin de dégager des consensus et d'en faire émerger les décisions. Elle note aussi que la participation des citoyens doit être soutenue tout au long du processus et de l'exercice. Le respect des citoyens, la transparence du processus et la confiance que les résultats seront pris en considération par les élus sont des conditions de succès.

Dans son analyse, Christine Laliberté attire également notre attention sur l'importance de la participation des citoyens à la gouvernance démocratique de la sécurité humaine pour faire de notre environnement un milieu de vie sécuritaire. Elle prend appui sur les recommandations de la *Commission sur la sécurité humaine* qui place la participation des citoyens au centre du processus visant à repenser la sécurité humaine en fonction des valeurs et des besoins des populations concernées. Elle relate avec à propos des expériences de gouvernance démocratique des questions de sécurité réalisées à Toronto et dans quelques communautés sud-africaines dont les résultats furent tangibles.

La participation des citoyens à l'exercice de la démocratie ne va pas sans difficulté ni barrières. Les études de cas présentées par Punam Khosla et Mark Selman font état de l'ampleur des barrières à cette participation citoyenne pour les femmes immigrantes, et particulièrement pour les femmes de couleur, ainsi que pour les membres des communautés autochtones. Si des limites réelles existent au niveau des structures et des mécanismes de participation dans la ville de Toronto comme le soutient Punam Khosla, des barrières socio-économiques et culturelles contribuent à faire des femmes de couleur des citoyennes de seconde zone. Elle rappelle que la discrimination raciale et le sexisme dont elles font l'objet limitent leur participation à la vie sociale, économique et démocratique et l'exercice de leur pleine citoyenneté.

Mark Selman montre combien les communautés autochtones ont été désappropriées de leur culture ancestrale et fragilisés par une culture de la dépendance dont ils peinent à sortir individuellement et collectivement. Il note que les Premières Nations vivent comme des citoyens de seconde catégorie, dans des conditions de pauvreté, de logement, de santé et d'éducation nettement inférieures à la moyenne canadienne, conditions auxquelles s'ajoute la dépendance aux drogues et à l'alcool. Ces barrières aux dimensions culturelles, sociales et économiques fort complexes limitent leur participation à l'exercice de la démocratie.

Il va sans dire que la pleine participation des citoyens à la vie démocratique suppose que ceux-ci disposent des outils nécessaires pour le faire. L'éducation civique et le développement des compétences individuelles sont essentiels à la vitalité de la démocratie. La prise en charge des citoyens sur leur milieu de vie tout comme le développement des capacités collectives au niveau des communautés passent également par l'apprentissage et la formation. Et les citoyens doivent être soutenus à ce niveau.

L'APPRENTISSAGE ET LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Si le savoir est désormais au cœur du développement de la société et de l'économie, il est devenu carrément indispensable au développement de la démocratie. Comment les citoyens peuvent-ils participer pleinement à l'exercice démocratique sans en maîtriser les outils? Disposent-ils des outils de communication pour prendre la parole lors des assemblées publiques de consultation et faire valoir leurs points de vue? Sont-ils en mesure d'organiser leurs réunions, les animer et mettre sur pied leurs propres lieux de regroupements? Peuvent-ils comprendre les langages spécialisés et les rapports d'experts? Ont-ils accès à toute l'information requise pour prendre la décision? Ont-ils les compétences de gestion pour donner un avis éclairé sur le problème à l'étude?

Bien sûr les citoyens ont une connaissance réelle des enjeux qui les concernent et une capacité d'identifier des solutions appropriées qui répondent à leurs besoins. Dans cet exercice, ils doivent pourtant faire face à des experts et être en mesure de faire valoir la faisabilité des solutions qui sont les leurs. La participation et la prise en charge des citoyens sur le devenir de leur communauté passe par le développement des compétences individuelles et des capacités collectives de la communauté. La formation est au cœur de ce potentiel de développement comme le montre nos études de cas.

Rebecca Abers nous montre bien que le budget participatif de Porto Alegre a été un réel succès de participation des citoyens mais également un espace d'éducation civique. Elle rappelle avec pertinence que la participation des citoyens a été soutenue activement par la municipalité en embauchant des professionnels pour animer les réunions et les forums de consultation, permettre l'appropriation du budget, appuyer le développement des associations de citoyens, etc. Ce fut l'occasion pour les citoyens d'apprendre à exprimer leurs points de vue, à élargir leur vision et leur compréhension des enjeux budgétaires et à développer des positions de compromis. Suite à l'expérience du budget participatif, les associations et regroupements de la société civile se sont accrus offrant une diversité de lieux d'engagement aux citoyens et une plus grande vitalité de la vie démocratique.

À Kitamaat Village, le Conseil de bande mise sur l'éducation et le développement des compétences individuelles pour assurer le développement collectif des capacités de prise en charge de la communauté. Le Conseil a mis sur pied un groupe de travail ayant pour mandat d'appuyer le développement des capacités et des initiatives dans la communauté. L'éducation préscolaire, l'orientation et le développement de carrières, la préparation au travail et l'aide à la jeunesse sont au cœur des préoccupations. Du même souffle, un programme de gestion est en cours pour les gestionnaires du Conseil de bande et les futurs gestionnaires afin qu'ils puissent acquérir les compétences nécessaires à la gestion des services, au développement de projets économiques et à leur gouvernance.

Punam Khosla montre que l'on peut aussi apprendre de ses pairs dans un contexte informel de partage d'information et d'échange comme ce fut pour les femmes engagées dans la recherche-action qu'elle a menée auprès des femmes de couleur de la région de Toronto. Elle démontre avec pertinence que l'autonomisation des femmes de couleur est au centre de leur capacité de participer à la vie démocratique et que les outils nécessaires leurs font toujours défaut. La recherche recommandait entre autres la mise en place d'une maison communautaire pour les femmes, le développement de programmes et d'initiatives pour soutenir leur démarche, une formation pour combattre la violence, etc. Ces outils collectifs d'apprentissage non formel et de regroupement sont nécessaires à toute démarche collective de prise en charge.

Les organismes de la société civile placent également la formation au cœur de l'action. Le fonctionnement démocratique de ces associations permet déjà bien des apprentissages auxquels s'ajoutent les programmes d'éducation et de sensibilisation du public. Ces programmes permettent à la fois d'accroître les connaissances et la conscience du grand public sur diverses questions. À Équiterre, on souhaite transformer les habitudes de consommation du grand public dans une vision socialement, économiquement et écologiquement responsable. Les programmes visent à changer les habitudes de vie du grand public, à leur apprendre de nouvelles manières de vivre et de consommer de façon responsable. Ces pratiques de formation, ancrées dans l'action, sont des outils efficaces de prise en charge, individuels et collectifs, pour le développement d'une société plus équitable.

Dans son étude de cas sur la démocratisation des connaissances, Yves Vaillancourt, montre le pouvoir de transformation que porte la recherche en partenariat malgré les exigences et difficultés qu'elle comporte. Lorsque les chercheurs s'ouvrent à apprendre de la pratique, et lorsque les praticiens s'ouvrent à apprendre de la recherche, les deux cheminent et évoluent ensemble. La qualité des savoirs et des pratiques s'en trouve transformée et enrichie. C'est à un tel mixage des savoirs citoyens et des savoirs d'experts qu'invite la participation authentique des citoyens à l'exercice démocratique. Mettre ses connaissances en commun et

■ CONCLUSION

s'influencer mutuellement dans la recherche de solutions adéquates pour mieux vivre en démocratie.

Pour être en mesure de participer, les citoyens doivent posséder les outils nécessaires, les compétences interpersonnelles, techniques et civiques pour agir dans le processus. Ils doivent également pouvoir accéder à l'information et être accompagnés et formés pour comprendre les enjeux et les processus. C'est dans cette perspective que les institutions, aussi légitimes soient-elles, sauront retrouver leur crédibilité auprès de leurs commettants.

LA LÉGITIMITÉ ET LA CRÉDIBILITÉ DES INSTITUTIONS : UN PROBLÈME DE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

Comme nous le rappelle le sondage « *L'opinion du monde 2006* »¹⁶, la démocratie est en crise. Les citoyens de la planète valorisent la démocratie représentative, un pays démocratique où les dirigeants politiques sont élus par des élections libres et justes. Mais ils se montrent insatisfaits des résultats de cette démocratie. Ils ont le sentiment que les gouvernements font fi de leur volonté. Ils ont perdu confiance dans leurs dirigeants politiques. On passe de l'admiration pour la démocratie au scepticisme et à la désillusion face aux dirigeants politiques. C'est là que prend racine le déficit démocratique que l'on connaît aujourd'hui.

*Leaders mondiaux, tendez l'oreille : les citoyens du monde vous ont donné un vote de non-confiance*¹⁷.

Mais il existe des voies de solution à la crise de la démocratie. La participation des citoyens à la gouvernance démocratique est au cœur des réponses à apporter. La démocratie représentative a toute sa légitimité et demeure extrêmement valorisée. Les citoyens reconnaissent la légitimité des institutions démocratiques, c'est la confiance et la crédibilité qui font désormais défaut. Il est temps pour les élus, pour les parlementaires des démocraties de ce monde, de tendre l'oreille et de prendre les voies pour combler ce déficit démocratique et redonner toute leur crédibilité à nos institutions politiques. Ces voies de solution invitent les dirigeants politiques de ce monde à redonner la place centrale aux citoyens dans la démocratie :

*Les gens sont non seulement la source de l'autorité, mais aussi les bénéficiaires de la démocratie et les juges ultimes du respect du processus démocratique dans la formation d'un gouvernement*¹⁸

¹⁶ Léger Marketing. *Op.cit.*

¹⁷ Kevin Meyer, « Méfiance à l'égard des dirigeants », chapitre 7, *L'opinion du monde 2006*, Les Éditions transcontinentales, 2006, p. 140.

¹⁸ Ijaz Shafi Gilani, « La démocratie : admiration pour le principe, désillusion pour la pratique », chapitre 2, *L'opinion du monde 2006*, Les Éditions transcontinentales, 2006, p. 42.

La complexité des problèmes à l'échelle de la planète et le sentiment d'impuissance devant la mondialisation appelle à rapprocher le pouvoir de décision des citoyens à chaque fois que faire se peut. Pour bonifier le processus démocratique et lui redonner sa crédibilité, il devient primordial de permettre aux citoyens de participer aux décisions qui les concernent, de leur redonner du contrôle et du pouvoir sur le développement de leur collectivité, particulièrement au niveau local. L'étude de cas sur le budget participatif de Porto Alegre est un exemple probant de ce qui est possible à cet égard quand la volonté politique existe.

Comme le montre nos diverses études de cas, la participation citoyenne est en marche dans bien des milieux. Les citoyens s'engagent dans leur communauté, ils tentent de se faire entendre, de participer aux débats et aux décisions qui les concernent. Ils mettent en place des organisations non gouvernementales, construisent des alternatives aux quatre coins de la planète et développent des réseaux d'entraide, de solidarité et de développement. Nous pourrions documenter de nombreuses initiatives comme le permettrait la croissance des réseaux altermondialistes engagés dans la construction d'alternatives.

Les citoyens s'engagent de plus en plus dans leurs communautés, ils ont la volonté d'agir et de se prendre en main. C'est là un signe d'espoir comme le souligne le sondage « *L'opinion du monde 2006* » qui nous apprend que près de 3 personnes sur 10 font du bénévolat comme forme de participation sociale. À l'échelle de la planète c'est 28 % de la population qui s'engagent dans des activités bénévoles alors qu'au Canada ce taux atteint 57 % de la population¹⁹, ce qui le classe au deuxième rang des pays après la Norvège dont le taux atteint les 67 %.

Le bénévolat semble apparenté à ce qu'on appelle le « troisième pilier », celui qui regroupe les nombreuses organisations gravitant autour de l'État et du marché, par exemple les organismes sans but lucratif et les organisations non gouvernementales²⁰

Le rapport note avec à propos que le taux de confiance à l'égard des organismes de la société civile demeure élevé dans la population. Il rappelle également que les recherches accordent une valeur économique importante au bénévolat sans compter sa contribution à la cohésion et à l'unité sociales, surtout dans des situations conflictuelles et post-conflictuelles. Toute cette mobilisation citoyenne donne lieu à de multiples innovations sociales, culturelles, économiques et politiques. Par le passé, bien des programmes publics se sont développés en s'inspirant des innovations citoyennes développés par le milieu. Il y a un vaste bassin

¹⁹ Ricardo Hermelo et Constanza Cilley, « Le bénévolat : un message d'espoir », chapitre 6, *L'opinion du monde 2006*, Les Éditions transcontinentales, 2006, tableau 4, p. 137.

²⁰ *Ibid.*, p. 124.

■ CONCLUSION

d'expériences auxquelles se référer pour repenser et renouveler nos pratiques démocratiques.

Ce serait néfaste de laisser toutes ces expériences se développer uniquement à la marge de la société. Les citoyens veulent être entendus par leurs dirigeants politiques, ils ont soif de participation citoyenne et souhaitent être associés aux décisions qui les concernent. Ils sont en mesure d'apporter une contribution à l'élaboration de solutions appropriées à leur réalité. Ils ont besoin de formation civique et d'espaces publics de démocratisation pour le faire. Prendre cette voie, c'est ancrer la démocratie dans la réalité, c'est se donner les moyens de la réinventer, de la bonifier et d'en permettre l'éclosion.

La gouvernance démocratique s'impose comme antidote au déficit démocratique actuel. La démocratie participative ne sera jamais un simple processus technique, elle est un processus politique qui doit être porté par un leadership politique capable d'innover et de se renouveler. C'est en permettant aux citoyens d'être des acteurs de la société, des bâtisseurs de la démocratie, des défenseurs de la sécurité humaine que nous trouverons les clés d'une meilleure gouvernance démocratique. Car c'est là le défi du renouvellement de la démocratie dans le contexte de la mondialisation, apprendre à vivre ensemble²¹, en paix au niveau local et à l'échelle de la planète.

²¹ Jacques Delors, *op. cit.*

